

Décision n° 2023-19-IA portant délégation de signature de Madame Anne-Lucie WACK, directrice générale de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (l'Institut Agro)

à Monsieur Bertrand Abraham, Secrétaire général de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement

La directrice générale de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (l'Institut Agro)

Vu le décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019 relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, notamment ses articles 9, 11, 12, 24,;

Vu le décret du 4 janvier 2021 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement ;

Vu l'arrêté du 25 juillet 2013 fixant les modalités d'accréditation des ordonnateurs auprès des comptables publics assignataires en application de l'article 10 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu la délibération n°5.1 du conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (l'Institut Agro) du 17 mars 2022 donnant délégation de pouvoir à la directrice générale ;

Vu la décision n°2023-18-IA portant nomination de Bertrand Abraham en tant que Secrétaire Général de l'Institut Agro.

Décide

Article 1^{er} – Champ de la délégation de signature

Dans le cadre de ses attributions et compétences, délégation est donnée à M. Bertrand Abraham, secrétaire général de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, à l'effet de signer tous les actes, décisions et attestations dans les domaines suivants :

- a) En matière budgétaire et financière :
 - A titre permanent dans le cadre limité à l'exécution du budget central de l'établissement :
 - tous les actes, décisions et attestations relatifs aux dépenses, notamment les engagements juridiques et la certification des services faits valant ordre de payer ;
 - tous les actes, décisions et attestations relatifs aux recettes.
- b) En matière de gestion des personnels :
 - les ordres de mission en France métropolitaine pour l'ensemble des personnels et les états de frais de déplacements correspondants ;
 - les ordres de mission hors France métropolitaine pour l'ensemble des personnels et les états de frais de déplacements correspondants ;
 - les autorisations de congés et d'absence des personnels.
- c) En matière de conventions, contrats et marchés publics :
 - A titre permanent :
 - les justifications financières des conventions et contrats.
 - En cas d'absence ou d'empêchement de la directrice générale :
 - les contrats conventions et marchés avec un impact financier au crédit de l'établissement, dans la limite de 1 000 000 euros HT ;
 - les contrats conventions et marchés avec un impact financier au débit de l'établissement, dans la limite de 1 000 000 euros HT.

Article 2 – Date d'effet exécution

La présente délégation prend effet à la date du 1^{er} septembre 2023.

Article 3 – Exécution

La présente décision abroge la décision n°2022-004-IA.

Fait à Montpellier, le 25 octobre 2023

La directrice générale,

Anne-Lucie WACK

Accréditation du délégataire

En application de l'arrêté du 25 juillet 2013 fixant les modalités d'accréditation des ordonnateurs auprès des comptables publics assignataires en application de l'article 10 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, l'ordonnateur atteste du caractère exécutoire de la délégation ci-dessus.

Certifié exact, à Paris, le 25 octobre 2023

(**Signature du délégataire de l'ordonnateur** servant de spécimen à l'agent comptable pour opérer ses contrôles définis par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique)

Cette décision peut faire, dans le délai de deux mois à compter de sa date de notification, l'objet d'un recours :

- Soit gracieux ou hiérarchique,
- Soit contentieux devant la juridiction administrative compétente. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique, un recours contentieux peut être formé dans le délai de deux mois :

- à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique,
- Ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de deux mois dont disposait l'administration en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.